

Paris le 27 juin 2023

# Liberté d'expression, même au sujet de la Palestine !

Dans la criminalisation des mouvements sociaux, la Palestine a toujours été un bon indicateur de la santé de notre démocratie. Que ce soit à l'échelon local ou national, les tentatives de censurer des manifestations en soutien à la lutte du peuple palestinien pour son autodétermination se multiplient, comme un symptôme de plus des libertés que nous perdons de jour en jour.

Salah Hamouri, avocat franco-palestinien, fait les frais de cette censure, de même que les représentants d'Amnesty International lorsqu'ils veulent évoquer la Palestine. Des salles municipales ou universitaires leur ont été refusées à Montpellier en mai 2022, à Aix-en-Provence et à Marseille en novembre 2022, à Lyon en février 2023, de nouveau à Marseille en juin 2023... Parfois le ministre de l'intérieur français est intervenu personnellement pour s'assurer de l'interdiction et, par deux fois, le préfet de l'Hérault a interdit des rassemblements du collectif « Montpellier contre l'apartheid israélien », en mai et juin 2023.

Heureusement, le Tribunal administratif est maintenant saisi quand il est encore temps, et des interdictions similaires à Nancy en mars 2023, et à Lyon la semaine dernière, ont été retoquées. Les conférences ont donc pu se tenir à la date prévue, dans le lieu prévu. Le Tribunal administratif de Lyon a estimé que l'action syndicale peut avoir pour projet de mener des réflexions politiques ou géopolitiques, compatible avec le règlement intérieur de la Bourse du travail.

Si nous nous réjouissons de cette victoire obtenue, entre autres, par Solidaires Rhône, pour que la conférence de Salah Hamouri et de Jean-Claude Samouiller, président d'Amnesty international France, puisse se tenir dans une Bourse du Travail de Lyon pleine à craquer, nous nous inquiétons de devoir de plus en plus systématiquement devoir recourir au droit pour pouvoir simplement s'exprimer en public au sujet de la Palestine.

Défendre la Palestine c'est défendre tous les peuples colonisés de la planète, mais c'est aussi défendre nos droits en France, et c'est pourquoi, plus que jamais, nous maintenons nos engagements : nous parlerons de Palestine, nous manifesterons pour la Palestine, et nous boycotterons pour la Palestine, tant qu'Israël ne respectera pas le droit international.